

**APPEL À CONTRIBUTIONS  
CALL FOR PROPOSALS*****LES BIG TECH, PRÉDATEURS OU ARBITRES DU JEU DÉMOCRATIQUE ?  
BIG TECH, RAIDERS OR GATEKEEPERS OF DEMOCRATIC INTERPLAY?*****[FR] ARGUMENTAIRE**

Alphabet (Google), Meta (Facebook, Instagram), Twitter ou ByteDance (Tik-Tok) offrent aux acteurs politiques de nouvelles capacités de ciblage aux sources diverses, permettant d'accroître le champ des possibles visant à la production d'un message politique (Eyriès, 2018 ; Chester & Montgomery, 2019 ; Pain & Masullo, 2019). Parallèlement, en investissant dorénavant la zone d'influence des prescripteurs traditionnels du champ médiatique, certaines plateformes furent graduellement contraintes à « prendre leurs responsabilités » et à modérer le contenu circulant sur leurs serveurs violant leurs « standards de communauté ». Un contexte où ces nouveaux intermédiaires numériques, profitant d'un relatif vide juridique et détenteurs d'un oligopole sur le Big Data, « savent, décident et décident qui décide » (Zuboff 2019). La « Big Tech » participe ainsi à l'avènement d'une nouvelle forme de gouvernance bâtie sur l'asymétrie observée entre l'expérience « gratuite » des utilisateurs et la plus-value générée par ses données délaissées aux entreprises numériques (Berns & Rouvroy, 2013 ; Berns & Reigeluth, 2021) à laquelle s'ajoute désormais le balisage d'un imaginaire politique par l'entremise d'un gatekeeping arbitraire (Thorson & Wells, 2016 ; Thorson et al., 2019).

Des recherches (Barrett & Kreiss, 2019 ; Gillespie, 2018) ont ainsi démontrées que les géants du Web opèrent des modifications fréquentes de leurs règles d'utilisation au gré de l'évolution du contexte socio-politique, mais également en raison de pressions extérieures tentant d'influencer le processus normatif des plateformes. Cette progressive prise de responsabilité des géants du web abouti à une situation de pluralisme sous tutelle. Certaines recherches vont jusqu'à pointer des doubles standards dans ce zèle interventionniste (Stjernfelt & Lauritzen, 2020) : de l'existence d'un biais idéologique dans les « choix éditoriaux » des modérateurs des plateformes, jusqu'à la suspension définitive de comptes officiels – à l'instar du bannissement numérique de l'ex-président américain Donald Trump en janvier 2021.

Ainsi, le prochain numéro des Cahiers Protagoras portera sur ce contexte discrétionnaire, dans lequel les acteurs politiques se heurtent aux nouvelles logiques de censure. Les contributeurs sont invités à se pencher sur la relation de dépendance d'une communication politique ayant graduellement investi ces réseaux, confrontée à l'opacité des politiques de modérations en vigueur et au risque de bannissement. De même, il s'agira d'appréhender en quoi ce pouvoir de « censure sur des motifs politiques » exercé par les acteurs de la Big Tech, renforce la dynamique de fragmentation du débat public en ligne et la constitution de chambres d'écho dissidentes. Certains leaders d'opinion – numériquement excommuniés – optant pour des solutions temporaires, voire « de secours » (à l'instar de plateforme comme Odysee) ou migrant en masse vers d'autres réseaux (par ex. : Telegram ou Gettr) garantissant à ces derniers une liberté d'expression totale.

**CONTRIBUTIONS ATTENDUES ET PROCÉDURE DE SOUMISSION****Les propositions (en format Word) devront comporter :**

1. Dans un fichier séparé : le nom, le statut professionnel ou académique, le rattachement institutionnel, les coordonnées du ou des auteurs (adresses électronique et postale).
2. L'article ne doit pas excéder les 25.000 signes (notes, espaces et références inclus).
3. Titre de l'article (maximum 180 caractères espaces comprises) : Times New Roman, taille 12, en gras et centré sur la page.
4. Le nom de l'auteur est en maigre et centré sur la page. Il est suivi d'un appel de note. Laquelle reprend en 2/3 lignes les informations biographiques de l'auteur.
5. Le texte (en ce compris les titres) est composé entièrement en Times New Roman taille 12, justifié et sans retrait d'alinéa.
6. Merci de ne faire aucun effet de style : pas de saut de page ni de saut de section, pas de double passage à la ligne...
7. Interlignage du document : 1,5.
8. Marges : 2,5 cm partout. Mise en page standard.
9. Hiérarchisation du document. 2 niveaux de titre.
  - a. Ne pas numéroter les titres ni les sous-titres.

- b. Titre de chaque partie : en gras, droit et aligné à gauche.
- c. Titre de chaque sous partie : en maigre, italique et aligné à gauche.
- 10. Veiller à toujours préciser les sigles utilisés.
- 11. Supprimer tous les « bullet points » : merci de faire des phrases complètes.
- 12. Utiliser des synonymes aussi souvent que possible.
- 13. Réduire au maximum le nombre de notes de bas de page.
- 14. Supprimer les doubles (ou triples) espaces entre les mots.
- 15. Veiller à toujours respecter les espaces insécables avant (et après) les signes de ponctuation suivants : ? ! ; « »
- 16. Vérifier toutes les citations de l'article, de même que la graphie des noms propres.
- 17. Jusqu'à douze les nombres sont écrits en toutes lettres, en chiffres ensuite.
- 18. Les siècles sont indiqués de la façon suivante : XVIIIe siècle, XIXe siècle...
- 19. Les citations de moins de 4 lignes sont mises entre guillemets et restent dans le corps du texte.
- 20. Celles de plus de 4 lignes sont placées entre guillemets en retrait du corps du texte. Elles restent en Times New Roman 12.
- 21. Accentuer les capitales (À et É) en début de phrase.
- 22. Placer les références bibliographiques dans le corps du texte sous cette forme : (Mayeur 2017 : 1), (Lallemand 2004b : 234).
- 23. Les références complètes doivent être indiquées en fin d'article :
  - a. **Pour un livre** : Foret François, *Légitimer l'Europe. Pouvoir et symbolique à l'ère de la gouvernance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008. Pour un article : Bertoncini Yves et Chopin Thierry, « La Présidence française et les élections européennes : de la communication institutionnelle à l'information politique ? », *Horizons stratégiques*, 2007/4, n° 6, p. 23-45.
  - b. **Pour un article** : Bertoncini Yves et Chopin Thierry, « La Présidence française et les élections européennes : de la communication institutionnelle à l'information politique ? », *Horizons stratégiques*, 2007/4, n° 6, p. 23-45.
  - c. **Avec un lien** : ACHIN Catherine, DORLIN Elsa et RENNES Juliette, « Capital corporel identitaire et institution présidentielle : réflexions sur les processus d'incarnation des rôles politiques », *Raisons politiques*, 2008, n° 31, p. 5-17. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-raisonspolitiques-2008-3-page-5.htm>.

Les propositions doivent nous parvenir **avant le 30 juin 2022** par voie électronique à l'adresse suivante : [john.vandenhoute@protagoras.be](mailto:john.vandenhoute@protagoras.be).

**Après un examen des propositions en double aveugle par le comité scientifique**, le comité d'organisation remettra son avis aux auteurs d'ici le **15 juillet 2022**.

## [EN] OVERVIEW

Alphabet (Google), Meta (Facebook, Instagram), Twitter or ByteDance (Tik-Tok) provide new targeting capabilities featuring many conduits to political actors, allowing them to explore new avenues for the formulation of their messaging (Eyriès, 2018 ; Chester & Montgomery, 2019 ; Pain & Masullo, 2019). Simultaneously, by investing in the sphere of influence of traditional media protagonists, some of the social media platforms have been gradually forced to “assume their responsibilities” and to moderate circulating content that infringes their “community standards”. A context in which these new digital agents, taking advantage of a seeming legal vacuum and enjoying an oligopoly on Big Data, “know, decide and decide who decides” (Zuboff 2019). Big Tech contribute to the advent of a new form of governance built on the asymmetrical model of a “free” experience for users and the added value of their data forsaken to digital companies (Berns & Rouvroy, 2013 ; Berns & Reigeluth, 2021). Added to this is the gatekeeping role endorsed by these Big Tech, which arbitrarily police political expression (Thorson & Wells, 2016 ; Thorson et al., 2019).

Studies (Barrett & Kreiss, 2019 ; Gillespie, 2018) have shown that Tech Giants often amend their user guidelines as to reflect the evolution of the socio-political context, but also due to external pressures determined to influence their norm-setting processes. This progressive endorsement of responsibility has led to a sort of pluralism under trusteeship. Some studies even pointing out double standards in their interventionist fervour (Stjernfelt & Lauritzen, 2020): ranging from ideological biases in the “editorial choices” of their moderators to the permanent bans of official accounts – such as the digital ban of previous US president Donald Trump back in January 2021.

Therefore, this new issue of the *Cahiers PROTAGORAS* will be dedicated to the discretionary context in which political actors are confronted to new censorship rationales. Contributors are invited to study the relationship of dependency of a political communication increasingly vested into social media, confronted to the opacity of moderation policies and the risk of permanent ban from related platforms.

Equally, we encourage researchers to explore how this “politically motivated censorship” enforced by Big Tech catalyses the fragmentation of online public debates and the emergence of dissenting echo chambers. Some opinion leaders – digitally excommunicated – resorting to temporary solutions, or even “emergency solutions” (like the *Odysee* platform) or migrating to other social media platforms (e.g., *Telegram* or *Gettr*) which guarantee total freedom of speech.

## SUBMISSION AND PARTICIPATION GUIDELINES

### Proposals (in Word or PDF format) should include:

1. In a separate file: name, professional or academic status, institutional affiliation, contact details of the author(s) (e-mail and postal addresses).
2. The text should not exceed 25 000 characters (footnote, spaces and references included)
3. The title of the article (maximum 180 characters including spaces): Times New Roman, size 12, bold and centred.
4. The name of the writer: Times New Roman, size 12, not bold and centred.
5. A reference note about the writer should follow the name. This note should be composed of two to three lines of biographical notes on the writer.
6. The text is to be entirely written in Times New Roman size 12, justified, without indentation nor stylistic effect.
7. Space between lines in the document should be: 1.5.
8. Margin: 2.5 cm on all sides. Standard layout.
9. Section headings can eventually be bolded and justified on the left.
10. Titles should not be numbered or organized.
11. Ensure to always define all the abbreviations used in the text.
12. Delete all bullet points. The text should be made of complete sentences only.
13. Use synonyms as often as possible to avoid repetitive wording.
14. Reduce the number of footnotes to its minimum.
15. Delete all double (or triple) spaces between words.
16. Verify all quotes in the article, as well as the spelling of proper names.
17. Numbers from zero through nine should be spelt out. Digits should be used after that.
18. Centuries are written as such: 17th century, 18th century, etc.
19. Quotes that are shorter than four lines should be placed between quotation marks and stay in the body of the text.
20. Quotes that are longer than four lines should be placed between quotation marks, indented from the body of the text. The quote should, however, remain in Times New Roman size 12.
21. Referencing sources are directly in the body of the text (i.e. not in footnotes) and presented in this way: (Mayeur 2017: 1) or (Lallemand 2004b: 234).
22. After the body of the text, the title References (in bold, justified to the left) starts the list of complete references.
  - a. **For a book:** Heller-Roazen Daniel, *The Enemy of All: Piracy and the Law of Nations*, New York, Zone Books, 2009.
  - b. **For an article:** McKim Richard, “Socratic Self-Knowledge and ‘Knowledge of Knowledge’ in Plato’s Charmides”, *Transactions of the American Philological Association*, vol. 115, 1985, pp. 59-77.
  - c. **For an online source:** Ponzi Mario, “Hidden refusal. Name and Sprachmagie in Benjamin’s theory of language”, *Rivista Italiana di Filosofia del Linguaggio*, 2014, vol. 8, no.2, pp. 253-264. Online: <http://www.rifl.unical.it/index.php/rifl/article/view/234>.

Deadline for proposals is **30 June 2022**. Please send your abstract to [john.vandehaute@protagoras.be](mailto:john.vandehaute@protagoras.be).

**Proposals will be evaluated through a double-blind review process by the scientific committee.** Authors will be notified of the decision of the Editorial Committee on **15 July 2022**.

## RÉFÉRENCES / REFERENCES

- Barrett, B. et Kreiss, D. (2019). Platform transience: changes in Facebook’s policies, procedures, and affordances in global electoral politics. *Internet Policy Review*, 8(4).
- Berns, T. & Reigeluth, T. (2021). *Éthique de la communication et de l’information : Une initiation philosophique en contexte technologique avancé*. Bruxelles : Éditions de l’Université Libre de Bruxelles.
- Berns, T. & Rouvroy, A. (2013). Gouvernamentalité algorithmique et perspectives d’émancipation. *Réseaux*, 1(177), 163-196.

- Chester, J. & Montgomery, K. (2019). The digital commercialization of US politics – 2020 and beyond. *Internet Policy Review*, 8(4).
- Eyriès, A. (2018). La twitt-politique : l'élection présidentielle française de 2017 sur les réseaux sociaux numériques. *Pouvoirs*, 164, 87-97.
- Gillespie, T. (2018). *Custodians of the internet: Platforms, content moderation, and the hidden decisions that shape social media*. Yale: Yale University Press.
- Pain P. & Masullo Chen G. (2019). The President Is in: Public Opinion and the Presidential Use of Twitter. *Social Media + Society*.
- Reigeluth, T. (2014). Why data is not enough: digital traces as control of self and self- control. *Surveillance & Society*, 12(2), 243-354.
- Stjernfelt F., & Lauritzen A.M. (2020) Facebook and Google as Offices of Censorship, in: *Your Post has been Removed*. Springer, Cham, p. 143.
- Thorson, K., Cotter, K., Medeiros, M., & Pak, C. (2019). Algorithmic Inference, Political Interest, and Exposure to News and Politics on Facebook. *Information, Communication & Society* doi: <https://doi.org/10.1080/1369118X.2019.1642934>
- Thorson, K. & Wells, C. (2016). Curated Flows: A Framework for Mapping Media Exposure in the Digital Age. *Communication Theory*, 26 (3), 309–328.
- Zuboff, S. (2019). Le capitalisme de la surveillance – Un nouveau clergé, *Esprit*, 5, 63-77.

#### COMITÉ ÉDITORIAL / EDITORIAL COMMITTEE

**Nicolas Baygert** – IHECS-Protogoras, Sciences Po (IEP Paris) & Université Libre de Bruxelles.

**Baptiste Buidin** – IHECS-Protogoras Research Fellow.

**Esther Durin** – Applied Research Coordinator (IHECS), Université Paul-Valéry (Praxiling).

**Adrien Jahier** – IHECS-Protogoras Research Fellow, Visiting Professor (IHECS).

**Élise Le Moing-Maas** – President of the IHECS PR Section, Université Rennes 2 (PREFics).

**Loïc Nicolas** – Publications Director, IHECS-Protogoras Research Fellow.

**John Vandenhoute** – Research & Development Coordinator, IHECS-Protogoras.

#### À PROPOS DE PROTAGORAS / ABOUT PROTAGORAS

Rattaché à l'*Institut des Hautes Études des Communications Sociales* (IHECS), le laboratoire d'idées PROTAGORAS est un pôle de recherche interuniversitaire et interdisciplinaire en communication publique et politique. PROTAGORAS vise à créer des ponts entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée, de même qu'entre chercheurs et praticiens de la communication publique et politique.

Attached to the *Institut des Hautes Etudes en Communications Sociales* (IHECS), the PROTAGORAS think-tank is an inter-university and interdisciplinary research centre specialised in public and political communication. PROTAGORAS aims to build bridges between fundamental and applied research, as well as between scholars and practitioners in public and political communication.

**Website:** <https://www.protagoras.be>